



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

ARRETE

BRE / Section procédures environnementales

Arrêté préfectoral portant mise en demeure de respect de prescriptions

DCL - BRENV- 2025- 223- 1

EURL CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT

SIRET : 499 494 920 00014

Le Bois de Chaleutre

71300 MONT-SAINT-VINCENT

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2023 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche massive et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Vincent, lieu-dit « Bois de Chaleutre » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure reçu le 9 avril 2025 par courrier en recommandé avec avis de réception par l'exploitant, en application de l'article L. 171-6 et L.171-8 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure précité ;

Considérant que l'entreprise CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT, située, au lieu-dit «Le Bois de Chaleutre » – 71300 Mont-Saint-Vincent, exploite une carrière de roche massive et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Vincent ;

Considérant que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose que, « I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la

personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement » ;

Considérant que l'installation exploitée par l'entreprise CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT ayant fait l'objet du contrôle est soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2023 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 10 octobre 2024 effectuée dans l'emprise de la carrière exploitée par l'entreprise, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2023 suivantes :

- article 1.7.3 : absence de constitution de garanties financières requises au titre de l'autorisation d'exploiter du 26 octobre 2023 d'un montant de 1,6 M euros pour la première phase d'exploitation.

Considérant que l'entreprise dispose d'un acte de cautionnement émis par BPI France pour des garanties financières d'un montant de 598 706 euros (cinq cent quatre-vingt-dix huit mille sept cent six euros) valable du 27 décembre 2022 au 26 décembre 2027 établi au titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 décembre 2012 abrogé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de 26 octobre 2023 susvisé ;

Considérant que face à cette insuffisance, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure l'entreprise CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT de respecter les prescriptions des articles 1.7.2 et 1.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2023 susvisé relatives à la constitution obligatoire de garanties financières du montant calculé pour la phase d'exploitation en cours ;

Considérant que cette situation serait préjudiciable pour permettre la remise en état des surfaces exploitées en cas de défaillance de l'exploitant conformément aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Mise en demeure de respect de prescriptions :

L'entreprise CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT (numéro de SIRET : 499 494 920 00014) exploitant une carrière de roche massive, au lieu-dit «Le Bois de Chaleutre» – 71300 Mont-Saint-Vincent est mise en demeure de respecter les prescriptions prévues aux articles 1.7.2 et 1.7.3 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2023.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **dans un délai de deux mois :**
 - transmettre au préfet du département un acte de cautionnement d'un montant minimum de 900 000 euros pour une durée minimale réglementaire de 2 ans, dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé ;
- **dans un délai de quatre mois :**
 - revoir les données du dossier de demande d'autorisation environnementale déposé en 2022 qui pourraient diminuer de manière substantielle les montants des garanties financières exigibles tout au long de la durée d'autorisation (notamment sur la base de modifications telles que les conditions d'exploitation et de remise en état ainsi que le phasage d'exploitation et de remise en état de la carrière ; les installations et activités annexes autorisées, ayant des incidences directes sur le calcul du montant des garanties financières) ;
 - transmettre au préfet un « porter à connaissance » de demande de modification des conditions d'exploiter la carrière au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement et une attestation d'un organisme bancaire en mesure de délivrer une caution pour les garanties financières modifiées, le cas échéant.

- **dans un délai d'un an :**

- transmettre au préfet un acte de cautionnement des garanties financières du montant total exigé à l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2023 susvisé (soit 1 679 000 euros), pour la première phase d'exploitation, mis à jour avec le dernier indice TP01 connu, en l'absence de toute demande de modification des montants des garanties financières tel que précisé à l'alinéa précédent.

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté à l'entreprise CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à l'entreprise CARRIÈRES DU MONT-SAINT-VINCENT.

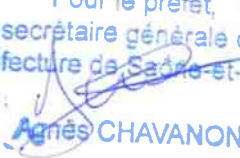
Article 4 – Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, monsieur le sous-préfet d'Autun, monsieur le maire de Mont-Saint-Vincent, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Mâcon, le

11 AOUT 2025

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.